

# cerises

## la coopérative

### Humeur de Cerises

Dix ans après son ouverture, le Louvre-Lens a attiré 4,5 millions de visiteurs dont les 3/4 viennent des Hauts-de-France et 31% ouvriers ou employés. Avec des moyens mis en œuvre efficaces.

Des chercheurs britanniques auraient trouvé comment rajeunir des cellules. Et la guérison des cancers, SLA, VIH, Ebola, etc. ?

Selon l'Union régionale des médecins libéraux, l'Île-de-France est le premier désert médical pour les médecins généralistes. 2/3 des franciliens vivraient dans une commune sous-dotée...

Le président de la République a envoyé à près de 8 millions d'abonnés Twitter sa lettre de candidature à l'élection présidentielle. La Commission Nationale des Comptes de Campagne lui a fait remarquer « qu'il était préférable de ne pas utiliser ce compte pour diffuser de tels messages ». Que c'est dit élégamment !!!

### Agenda militant

**Du 21 au 24 avril à Dijon**

[Rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#)

**Samedi 4 juin à Saint-Denis**

[Pride des Banlieue](#)  
[Signez l'appel à manifester](#)

**23 et 24 avril**

[Stop the war](#)

Manifestations dans plusieurs pays européens contre l'agression de la Russie de Poutine contre l'Ukraine

### Envie de rêve

De numéro en numéro *Cerises la coopérative* explore le champ de la transformation de la société, argumente une rupture radicale et irrigue nos réflexions des luttes, des mouvements, souvent un peu désordonnés et sectoriels.

L'épuisement de la social-démocratie, évident aujourd'hui en France comme dans nombre de pays, marque aussi l'anémie d'une politique de redistribution qui n'a plus les moyens coloniaux de se financer et que l'effondrement de perspectives politiques radicalement à gauche renvoie dans les limbes du néolibéralisme.

A l'instar de bien des velléités de grève générale reconductible, les luttes ne produisent pas spontanément des idées et l'élaboration d'une construction politique largement partagée tarde.

Osons deux suggestions.

- Le recul défensif du progressisme, ces dernières décennies, n'a pu se conjurer par des exercices critiques certes du passé, un peu de nostalgie parfois, mais surtout par des copiés/collés toilettant d'anciennes recettes, ravivant au mieux des démarches sympathiques mais datées. Les bouleversements de l'emploi, du climat, de la mondialisation, de la dématérialisation du capital comme du travail, etc... n'appellent-ils pas une remise en chantier générale, non des valeurs humaines, révolutionnaires, d'égalité et de respect des personnes, de droits des peuples... mais du logiciel qui peut leur permettre de faire mouvement, masse et Peuple(s) ?

- Face au capitalisme mondialisé et à des états de plus en plus souvent autoritaires voire totalitaires, peut-on faire l'économie d'une dynamique « par le bas », partant des besoins et de leur ressenti, faisant confiance aux intelligences collectives, qui ne s'en remet pas aux institutions (quelles qu'elles soient) mais « au pire » se servant de leurs moyens par subversion de leurs rôles ?

Dans un monde où les clivages se multiplient, où les « moyens termes » se diluent, où la déraison enkyste la pensée, peut-on éviter d'inventer collectivement des idées neuves, renouant avec l'envie de rêver la vie et la société ? Cela suppose qu'on casse d'entrée le « sentiment » qu'un ensemble d'idées, une « idéologie » c'est un carcan, une brimade individuelle, une prison mentale contre le faire. Cachez cette pensée que je ne saurais faire !

Au contre-pied du mépris des sciences sociales, et d'une dictature de l'immédiateté qui s'exonère de toute réflexion, ne pouvons-nous donner envie de dire, d'envisager, sans entrave, sans tabou ?

Sans viser le hit-parade d'entrée, sans vouloir les masses triomphantes de suite, partant de chaque bout de vie populaire comme on tricote du jacquard avec des laines et des canettes diverses, aurions-nous le désir et le courage d'inventer depuis le déjà-là de nos résistances, des jours d'avenir qui donneront le cœur à chanter ?

● Patrick Vassallo

## « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ». Jean Jaurès

L'invasion russe de l'Ukraine est un crime de guerre majeur, au même titre que l'invasion américaine de l'Irak. Elle porte en germe le risque d'une guerre généralisée.

Comment sortir de ce conflit ? La résistance ukrainienne peut-elle venir à bout de cette invasion ? A quel prix ? Les efforts diplomatiques sont-ils d'ores et déjà voués à l'échec ? N'y-a-t-il comme seule issue possible que la chute de Poutine que nous pouvons toutes et tous espérer mais la contestation de son régime durement réprimée, peut-elle le fragiliser au point d'en venir à bout ? Le droit à l'autodétermination ne peut être à géométrie variable.

Personne ne peut déterminer à l'avance l'issue de cette guerre. Mais pour éviter le pire, il vaut mieux en comprendre les origines et les enjeux économiques, regarder aussi ce qui se joue dans le monde et pas seulement à nos frontières proches, ce qui ne saurait en aucun cas excuser la décision de Poutine et de son gouvernement.

Cerises a décidé de réaliser une rubrique spéciale Ukraine. Plusieurs voix s'y expriment, et le nécessaire débat qui traverse le mouvement social et politique doit se poursuivre et doit renforcer toutes les actions de soutien au peuple ukrainien, aux russes et biélorusses qui aujourd'hui manifestent courageusement leur opposition à la guerre.



## Ukraine et guerre économique

La responsabilité du drame ukrainien, incombe en premier à Monsieur Poutine et ses acolytes, avides de puissance.

Mais les conséquences de cette guerre sont révélatrices des enjeux inter-impérialistes. La mondialisation capitaliste se caractérise par un haut niveau d'interpénétration des capitaux et des économies et en même temps, ces capitaux sont concurrents, les majors se disputent les marchés et le processus de concentration poursuit son œuvre inexorablement. Dans ce contexte, l'impérialisme occidental se voit contester son leadership par les impérialismes russe et chinois, en particulier les américains constatent que les marchés européens sont fortement dépendants de la Russie, notamment pour l'énergie.

Les sanctions, sont l'occasion pour les États Unis de tenter de récupérer entre autres, les marchés européens du gaz et du pétrole. Selon l'agence de consulting IHS, « la production américaine de pétrole est 2.5 fois plus importante qu'en 2008. Si bien que le pays est devenu le premier producteur mondial, devant la Russie et l'Arabie Saoudite. D'ici quelques années, il devrait même devenir exportateur net ».

Un objectif cynique ignorant de l'urgence climatique, d'autant qu'américains et russes augmentent leur production avec le pétrole et aussi le gaz de schiste particulièrement polluants.

Pour cela, Biden peut compter sur Macron : au sommet de Versailles, après avoir célébré « l'impératif de la souveraineté européenne, sa nécessaire autonomie stratégique », le président de l'Europe a en même temps annoncé d'énormes investissements publics pour créer de nouvelles infrastructures d'accueil pour le gaz et le pétrole. Curieuse

conception de l'autonomie stratégique...

Mais ce n'est pas si simple, l'Allemagne, la première, déclaré qu'elle ne peut pas se passer de l'énergie fournie par la Russie et Total refuse de renoncer au retour de profit sur ses gros investissements russes pour laisser le champ libre à ses concurrents étasuniens. La guerre économique est impitoyable.

Et oui, le monde capitaliste est un grand marché où la concurrence est libre et non faussée ; les grands dirigeants politiques du libéralisme ne maîtrisent pas sa fuite en avant. En cause cette contradiction fondamentale du capitalisme entre l'intérêt global et même géopolitique (macroéconomie) et les intérêts particuliers des actionnaires (microéconomie), contradiction exacerbée par la mondialisation galopante. Et ce monde est de plus en plus dangereux, polluant et explosif.

La guerre en Ukraine tombe bien pour relancer la course aux armements. L'Allemagne, jusque-là réticente, et ça ne lui a pas trop mal réussi, annonce un budget de 100 milliards d'euros pour le militaire, A Versailles, Macron a invité les États Européens à monter leur budget de défense à 2%, celui de la Chine est annoncé en hausse de 7% ...

Les marchands d'armes se frottent les mains et nos grands dirigeants pensent que cela favorisera la relance de nos économies en mal de croissance génératrice de profit. Ils ont sans doute appris en première année d'économie que la guerre est une solution pour résoudre les crises cycliques du capitalisme.

Et ils ont oublié cette pensée d'Albert Camus : « La paix est le seul combat qui vaille d'être mené ».

● Alain Lacombe



Au dessus de Vitebsk



## Que sont les oligarques russes ?

Depuis le début du conflit en Ukraine, le terme oligarque revient souvent pour désigner la couche sociale au pouvoir en Russie. Y ajouter maffieux pour faire bonne mesure. Mais ce qualificatif ne nous en dit pas beaucoup sur la nature sociale de cette couche parasitaire, puisque le plus souvent on se contente de décrire leurs fastueuses dépenses ou leurs propriétés qui ne font pas pâlir de jalousie les milliardaires du CAC 40 ou de Wall Street.

La première génération d'oligarques est née dans les années 1990 dans le cadre du démantèlement de l'URSS pendant lesquelles ils ont acquis à bas prix l'appareil industriel russe. Cette accumulation primitive porte les mêmes traits que la vente des biens nationaux dont a profité la bourgeoisie française pendant la Révolution. Pour le chercheur Stanislav Markus « l'accession au pouvoir de Poutine en 2000 a permis l'émergence de la deuxième vague d'oligarques par le biais de contrats d'État. » Ilya Matveev, chercheur vivant à Saint-Petersbourg, précise de son côté qu'il y avait un grand potentiel d'utilisation de toute cette capacité de production, et c'est ce qui s'est passé

dans les années 2000. ». Pour lui, cette « classe de milliardaires a besoin d'un État fort, et de Poutine personnellement, pour les protéger sur le plan idéologique et organisationnel et leur garantir les conditions de vingt années supplémentaires d'accumulation de capital » mais, ajoute-il, « la confrontation accrue avec l'Occident ne profite pas aux milliardaires, principalement parce qu'ils font partie d'une classe capitaliste transnationale plutôt que de la simple bourgeoisie nationale. Cela signifie qu'ils ont besoin d'une intégration dense dans l'économie mondiale, et cette confrontation géopolitique empêche cette intégration ».

Cette précision est importante. Classe transnationale ou bourgeoisie nationale ? On a pu observer que les sanctions prises contre les oligarques ont frappé les biens qu'ils possédaient sur le « marché mondial capitaliste », bien que l'on puisse s'interroger sur la passivité de la City de Londres et d'autres dans l'effectivité des mesures décidées. De la même manière, avec les sanctions prises contre les oligarques, en tout cas c'est le sens indiqué, on a voulu « débrancher » ou en tout cas

bloquer leurs activités de production qui sont totalement insérées dans le cadre de l'économie mondialisée capitaliste. Ajoutons que leur mode de vie, leurs loisirs, leurs lieux de résidence, l'éducation de leurs enfants, leurs consommations quotidiennes sont identiques à ceux de la bourgeoisie mondiale. Tout ceci pousse dans le sens d'une « classe capitaliste transnationale ».

Mais pour autant peut-on penser que cette classe pourrait s'affronter à Poutine et à son aventure guerrière qui nuisent objectivement à ses intérêts. Pour Ilya Matveev, la Russie est soumise à « un régime bonapartiste où la bourgeoisie est privée de pouvoir et où l'État agit dans l'intérêt des milliardaires. » Dès lors que ce même État n'agit plus dans leurs intérêts, ces oligarques auront-ils la capacité de s'émanciper politiquement ? La guerre constitue en Ukraine une épreuve de vérité pour cette couche parasitaire qui n'a pas à l'évidence les moyens politiques que requiert son statut de classe dominante.

● Patrick Le Tréhondat

## Soutien à la résistance du peuple ukrainien

Le déclenchement d'une guerre pour des soi-disant motifs comme « démilitariser » et « dénazifier » l'Ukraine par la Russie et il faudrait plutôt écrire par Poutine tant il semble que ce soit lui le seul décideur a jeté le monde entier dans la stupeur. La raison profonde de cette agression n'est pas de répondre à la pression de l'OTAN qui certes aurait dû être dissoute de même que l'OTSC - sous l'obédience de Moscou- au lendemain de la disparition de l'URSS. En réalité c'est sa hantise que les grands mouvements d'émancipation dans les ex « républiques » vassales de Moscou ne finissent par donner des idées de révolte au peuple russe lui-même. D'autant que pour reprendre la tradition grand-russe, pour lui le peuple ukrainien n'existe pas et l'Ukraine ne peut être qu'une province de la Russie.

A ce jour sur le plan militaire les choses ne se passent pas comme imaginées par Poutine. La chute du gouvernement ukrainien dirigé par V. Zelenski et son remplacement par une structure aux ordres suite à une « blitzkrieg victorieuse » n'est pas à l'ordre du jour. Plus d'un mois après le déclenchement de cette guerre les combats entraînent beaucoup de pertes humaines en particulier parmi les civils, plusieurs grandes villes et particulièrement Marioupol subissent des bombardements meurtriers, Kiev est bombardé et encerclé mais la guerre se limite pour l'essentiel à l'Est et au Sud du pays. En effet l'armée et le peuple résistent. A l'initiative des travailleurs/euses, la reconversion de la production de nombreuses entreprises pour soutenir l'effort de guerre a été organisée. Municipalités, administrations locales, groupes d'habitants organisent ensemble

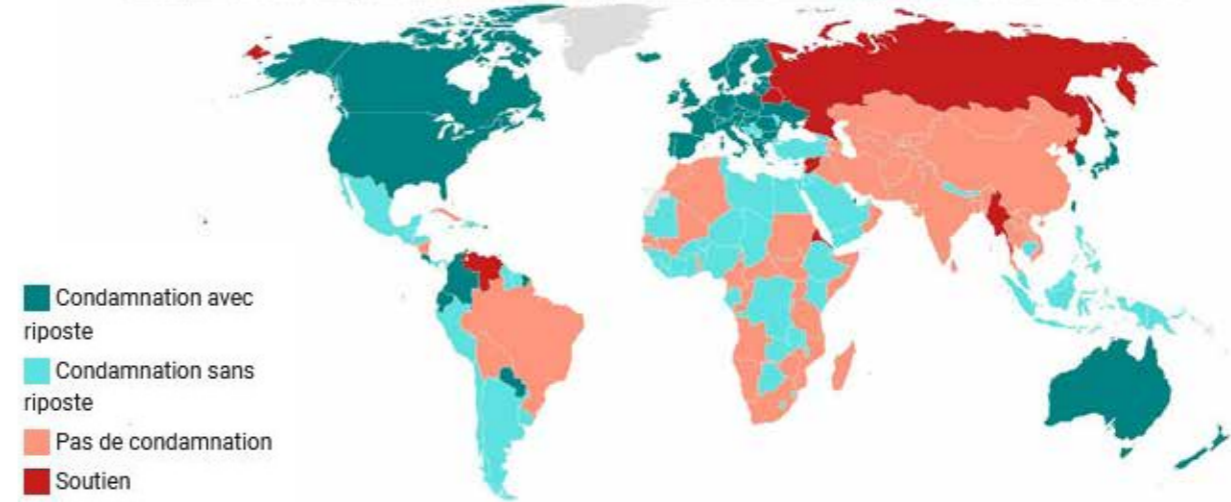
la vie quotidienne, le ravitaillement, les soins, les évacuations. C'est en coopération que l'armée régulière et les collectifs d'autodéfense de volontaires agissent. Le Gouvernement reste en place.

La responsabilité de toutes les forces de gauche est qu'un vaste mouvement de soutien à la lutte du peuple ukrainien se mette en place sur la base de ce que ce dernier demande. Il faut donc aider par tous les moyens possibles le peuple ukrainien à se défendre en particulier par l'envoi d'armes défensives et à décider seul de son avenir. Et donc en premier lieu exiger - avec le soutien en Russie de celles et ceux qui s'opposent à cette guerre -le retrait des troupes russes de l'Ukraine.

● Henri Mermé

### Cartographier les réactions à l'invasion de l'Ukraine

Cette carte, réalisée par le Groupe d'études géopolitiques, la première dans son genre, analyse les réactions de l'ensemble des États à 18h15 (Paris) le 07 mars vis-à-vis de l'invasion russe de l'Ukraine.



## Ils ont cartographié les réactions à l'invasion de l'Ukraine

Cette carte<sup>1</sup>, la première dans son genre, analyse les réactions de l'ensemble des États à 18h30 Paris 7 mars, en intégrant les résultats du vote aux Nations Unies, vis-à-vis de l'invasion russe de l'Ukraine. Au sein du Groupe d'études géopolitiques, les auteurs analysent les prises de position de l'ensemble des États face à cette agression, en mettant à jour une carte des réactions officielles.

Le Groupe d'études géopolitiques (GEG) indique produire « de la recherche fondamentale à partir de la notion d'échelle ». Éclairant sa démarche, il précise : « Nous avons analysé des déclarations officielles (chef d'État, ministres des Affaires étrangères) en les classant en fonction de quatre catégories :

- Condamnation avec riposte (sanctions, etc.)
- Condamnation sans riposte
- Pas de condamnation explicite
- Soutien explicite
- Les États n'ayant pas encore effectué de déclaration sont laissés en gris.

Quelques remarques partant de l'observation de ce document.

<sup>1</sup> <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/02/24/cartographier-les-reactions-a-linvasion-de-lukraine/>

En Europe 597 millions d'Européens habitent un pays favorable à une riposte à l'égard de la Russie et seulement 90 millions d'européen.e.s habitent un pays qui certes condamne mais ne fait pas le choix de la riposte

En Amérique du Nord, si on en extrait le Mexique et ses 130 millions d'habitant.e.s, ce sont 368 millions de citoyen.e.s habitant un pays qui fait le choix de la condamnation augmentée de la riposte. En Amérique latine le rapport s'inverse. Ils sont 9 millions d'humain.e.s à vivre dans un pays qui choisit la riposte et 647 millions à vivre dans un pays qui n'a pas choisi la riposte mais qui néanmoins condamne la guerre ou ne la soutient pas. En Asie qui compte 4,4 milliards d'habitant.e.s il y a 106 millions d'humain.e.s dont le pays choisit la riposte et 4 294 000 000 d'humain.e.s dont le pays condamne ou s'abstient mais ne choisit pas la riposte. Et puis l'Afrique ! En Afrique il y a 1 317 000 000 habitant.e.s. Ce 1,3117 milliards d'humain.e.s vit sur un continent où aucun pays n'a choisi la riposte.

Comptons large, 1,2 milliards d'humain.e.s ont des gouvernements qui choisissent la voie la plus guerrière, 6,5 milliards d'humain.e.s vivent dans une zone qui condamne ou non l'entreprise guerrière et qui d'un même mouvement n'en-

tendent pas lui donner de suite armée. Cette carte et le visage du monde qu'elle dresse n'a pas passionné la presse soumise à l'argent et peut-être demeure-t-elle encore un peu méconnue de la presse plus indépendante. Néanmoins l'Afrique notamment mais aussi les divers pays qui ne font pas le choix le plus guerrier sont le plus souvent pointés comme installés dans une dépendance à la Russie de nature politique ou militaire. Autant dire qu'avec une telle promesse de clients sur la planète, personne ne saurait avoir autant de perspectives de développement que le plus miteux des oligarques russes. Plus sérieusement certes on ne saurait confondre les gouvernements et les populations gouvernées, mais cette unanimité pour la paix nous parle d'un monde et nous laisse entendre qu'en fait les peuples déjà les plus confrontés à la souffrance ont le réflexe du combat pour la vie. Cette carte dessine un encouragement puissant à mesurer que le monde n'est plus bipolaire, qu'il n'a plus la solution de la guerre, que le non alignement du siècle dernier peut enfin tenir sa promesse de paix.

● Catherine Destom Bottin

## Services publics, passer à l'offensive (suite)

**Après avoir exploré la notion de service public (voir numéro 34) Cerises s'interroge avec des syndicalistes : les luttes peuvent-elles être plus efficaces ? Elles sont majoritairement soutenues par la population et pourtant souvent elles ne gagnent pas. Fatalité ou tout n'a pas encore été essayé ? Dépasser la défense des acquis et la dénonciation pour une dynamique post-capitaliste ne permettrait-il pas de modifier le rapport de force ?**

**Mettre au centre des luttes, l'apport des travailleurs et travailleuses des services publics aux responsabilités de la société envers ses membres, n'est-ce pas se donner de nouveaux atouts ? N'est-ce pas nouer de nouvelles alliances avec les usagers ?**



**Evelyne Sire Marin,**  
Syndicat de la magistrature



**Pierre Schwob**  
Comité inter-urgence



**Jean-Claude Roger,**  
Association Citoyenne  
Chateaubriant-  
Rennes en Train

## Trois pistes pour mettre pouvoir et capitalistes sur la défensive

Comment dépasser les limites actuelles des luttes, telle a été l'interpellation de *Cerises*. Trois pistes se sont dégagées.

1- Cerner de plus près et au concret le sens du mot « service public ». Il est trop souvent connoté comme lié à l'étatisation alors qu'il recouvre une définition qui fait de la réponse aux besoins du plus large public, y compris écologiques, la raison d'être en société. Cette approche a permis, on le verra, de dépasser le stade des doléances pour reprendre le mot de Jean-Claude Roger et d'imposer le maintien d'une ligne SNCF Rennes-Chateaubriant même si les questions du matériel et du financement demeurent. Cela permet aussi à Evelyne Sire-Marin de montrer que l'enjeu de la lutte des juges n'est pas corporatiste mais renvoie à une conception de la justice. Démontrer que l'on agit pour répondre aux besoins du plus grand nombre et comment les financer peut dépasser des limites de la lutte et sont, selon plusieurs interventions des rédacteurs de *Cerises*, loin d'être épuisées et présentées comme pouvant modifier le rapport des forces.

2- L'autogestion. Cela renvoie au débat précédent : nous avons intériorisé que les services publics étaient liés à l'État, confondant certainement les concepts de nation et d'État. Qui sinon les salariés et les usagers sont les mieux en situation de faire part des besoins et des possibilités d'y répondre ? Il y a un écueil à éviter : considérer que l'autogestion ne pourrait concerner que des entreprises de petites dimensions pour être à

la portée des intéressé/es et que cela pourrait nuire à l'unité nécessaire dans des domaines tels l'enseignement ou de la politique de soin. Or là aussi, viser explicitement à l'autogestion et lui donner les moyens de recouvrir la dimension géographique nécessaire est une clé pour donner du crédit au devenir des services publics. Patrick Le Tréhondat et Patrick Vassallo l'ont fortement souligné. Dans sa contribution Laurie Fontaine invite à faire le choix de l'auto-organisation en faisant confiance à l'expertise de terrain des salarié.es.

3- Enfin, on lira que la reconnaissance du rôle des salarié/es et leur statut n'est pas un conquies des seuls salarié/es mais un levier essentiel à la qualité du service public. Pierre Schwob, Olivier Frachon, Marianne Coudroy font la démonstration que le management actuel, l'organisation du travail réduite à un tableau de bord et à des chiffres participaient à dégrader le rôle des services publics. Il n'y a donc pas de dissociation entre reconnaissance du travail et usagers.

Autant de questions qui dépassent la dissociation du social et du politique et peuvent mettre pouvoir et capitalistes sur la défensive. La Charte d'Amiens dont se réclame la CGT n'appelle-t-elle pas à ce que l'action syndicale participe à la transformation de la société ?

● Dossier élaboré par Catherine Destom-Bottin, Marianne Coudroy, Bénédicte Goussault, Sylvie Larue, Daniel Rome, Pierre Zarka.



## Finalités, mission, liens usagers/salarié.es

**Services publics : les luttes retissent le lien aux usagers.**

**Mettre au centre des luttes le rôle social des travailleurs et travailleuses des services publics, sans lesquelles la société ne peut tenir debout, sans lesquels la société de demain ne peut se bâtir, n'est-ce pas se donner des atouts pour nos luttes ? N'est-ce pas ce qui peut aussi nouer de nouvelles alliances avec les usagers ?**

**Enfin, redonner du sens à leur travail, et permettre une reprise en main par les salarié.es eux-mêmes, n'est-ce pas déterminant pour basculer vers des victoires ?**

**Jean-Claude Roger : Écologie et budget, la bataille du rail...**

*Au départ on nous dit qu'on allait faire des travaux sur une partie de la ligne, soit la moitié des 60 km de Rennes à Châteaubriant. Il s'agissait de transporter les travailleurs vers la métropole de Rennes. Et la métropole a financé !*

*Bataille en partie gagnée, la ligne refaite entièrement a été néanmoins ramenée aux conditions d'avant la dégradation : les trains roulent à 70 km/heure voire 90 alors que les travaux financés permettent une vitesse de 110 km. C'est notre nouvelle bagarre. Il faut vraiment que les services publics s'améliorent pour que les gens lâchent leur voiture, et prennent le train !*

**Patrick Vassallo questionne les finalités**

*Ma réflexion suite à l'intervention de Jean-Claude, et celle d'Évelyne, est que la même question se pose dans la santé, dans le travail social : est ce qu'on peut espérer une avancée sur les revendications de la corporation (sans être méprisant du tout) sur les moyens ? Pour le dire autrement, s'il n'y a pas en même temps une avancée sur ce que j'appellerais la prise en charge démocratique de cette question dans la société.*

*Je trouve que c'est compliqué de ne pas avoir deux jambes qui marchent au même rythme, l'une la démocratie dans l'institution concernée, l'autre la démocratie dans la société.*

**Jean-Claude Roger :** *On ne pourra gagner que si on arrive à conjuguer effectivement les efforts des syndicalistes du chemin de fer, des citoyens et des élus des communes traversées.*

**Enseignants, parents, élèves, une même voix au conseil d'administration :**

**Sylvie Larue** enseigne au collège à Liffré à côté de Rennes. *Nous essayons avec mes collègues et mes camarades syndiqués de travailler en lien avec les parents d'élèves. On prépare les conseils d'administration avec les parents d'élèves. Au moins dans cette instance on parle depuis déjà plusieurs années d'une même voix, quand on présente des motions pour les dotations globales horaires, on les fait ensemble et elles sont votées par les parents et la plupart du temps par les élèves. Cela permet de dépasser le caractère corporatiste de nos luttes.*

**Pour Pierre Schwob, le soutien du public est vital**

*Le soutien populaire, depuis le début on l'a eu. En 2019 les enquêtes montraient qu'on était à 95 % de soutien. C'était extrêmement important puisque quand on fait des mouvements de grève, on n'a pas la capacité de bloquer ou d'arrêter le travail, on est très vite assigné sur un devoir de continuité des soins, donc nos modalités d'action sont assez limitées, si on n'a pas un soutien, derrière, d'une population. Donc oui ce n'est même pas un objectif pour nous, c'est une nécessité d'avoir la population avec nous, et on utilise tous les moyens modernes qui sont à notre disposition pour essayer de communiquer avec la population,*

**Marianne Coudroy : Garder la maternité... au-delà de la défensive !**

*Guingamp, énorme manifestation de toute la ville parce qu'ils veulent supprimer la maternité, après avoir supprimé celle de Paimpol, malgré une bagarre aussi de toute la ville. Les femmes sont obligées de faire la route jusqu'à Saint-Brieuc pour accoucher. C'est pour ça qu'il y a beaucoup plus d'accouchements dans les véhicules des pompiers. Ils ont été obligés de faire une formation spécifique des pompiers parce que c'est eux maintenant qui font une partie des accouchements.*

*Certes une lutte défensive, mais ce n'était pas seulement les soignants de l'hôpital, c'est toute la ville qui défilait, avec aussi des élus. 2 à 3000 personnes pour une toute petite ville c'était énorme.*

**Olivier Frachon : la place du travail, celle des salarié.es ...**

*J'ai retrouvé sur les travaux engagés sur la justice les mêmes considérants que dans tous les services publics, de soi-disant rationalité ou efficacité qui ignorent la réalité de l'activité.*

*Derrière la rationalité, la recherche d'efficacité, la « performance », c'est en fait la destruction du service public qui est en œuvre, parce que le service public est d'abord fait de rapports humains et d'actions qui sont ignorées par les chiffres et les tableaux de bord ! Cette absence de place faite au travail, et donc aux salariés, dans les services publics n'est-elle pas à mettre au cœur des interventions pour rénover les services publics ?*



<https://lasanteenlute.org/>

**Évelyne Sire-Marin : Comme si ça devait être rentable !**

*Trait commun quant à l'attaque des services publics : la gouvernance par les nombres...*

*Mais il y a eu la manifestation en décembre, magistrats, gref-fiers, suite au suicide d'une très jeune collègue, Charlotte, c'était son premier poste à la cour d'appel de Douai. Elle s'est suicidée parce qu'elle disait qu'elle n'arrivait pas à faire son travail... On lui demandait de faire du chiffre, du chiffre, du chiffre, de rendre des décisions tout le temps, tout le temps. Elle n'avait pas le temps de réfléchir, le sens de son métier, elle ne l'avait plus, elle n'était pas devenue juge pour ça.*

**Patrick Vassallo : le maintien ne suffit pas**

*Dans cette période où nous consacrons nos efforts à éviter casse de services, libéralisation marchande et privatisations, la question ne peut, me semble-t-il, être ignorée d'une part des objectifs, d'autre part du comment. Si les services publics ont pour raison d'être de répondre aux besoins sociaux, il faut donc considérer que le maintien d'outils et d'administrations ne suffit pas, a priori, à l'affaire. C'est donc, me semble-t-il, sur les contenus, sur les contenants (structure administrative, État, SCIC, régie...) et sur les procédures de péréquation et de solidarité (intergénérationnelles, entre territoires, aux plans européens et mondial...) qu'il faut et qu'on peut agir.*

**Olivier Frachon : on risque d'échouer dans la reconstruction des services publics.**

*... la taylorisation, on la renvoie au travail à la chaîne, au travail*

*dans l'industrie... N'est-ce pas l'ensemble du travail qui est taylorisé ou néo-taylorisé ? Ce « New Management Public », c'est ce qui a précédemment été mis en place dans les entreprises privées ou publiques depuis 40 ans. Avec des résistances et des batailles finalement perdues, avec les mêmes dégâts que ceux que vivent aujourd'hui les salariés des services publics !*

*Il est important de montrer en quoi ce management est destructeur, partout, pour les salariés mais aussi pour les organisations, particulièrement dans les services publics et dans les lieux où les rapports humains sont essentiels, où la relation à l'autre ne peut être réduite à des chiffres.*

*A défaut de prendre aussi cette question de manière centrale, en pleine opposition avec le libéralisme, on risque d'échouer dans la reconstruction des services publics.*

**Évelyne Sire-Marin : comptes à rendre et management ne sont pas de nos fonctions !**

*On est vraiment dans la start-up-justice. Tels les soignants, nous écartons les tâches que nous estimons hors de nos fonctions... rapports, commissions diverses... qui augmentent notre temps de travail. Nous négocions avec la chancellerie pour instaurer l'évaluation de la qualité de ce qui est fait, et écarter nombre de tâches qui font les semaines de 60 heures des magistrats. ●*





Justice en lutte



Justice en lutte



## Légitimes pour décider localement...

Depuis des années, les salariés des services publics luttent syndicalement et professionnellement pour défendre leurs conditions de travail et, pour les plus engagés, la qualité de leur mission de service du public. Leurs manifestations syndicales sont d'ailleurs très soutenues par l'opinion publique. Les luttes des cheminots, des enseignants et des soignants sont restées très populaires et ont fait l'objet des soutiens des parents d'élèves et d'une grande partie des usagers.

Progressivement, en lien avec l'aggravation des attaques qu'ils subissent et le caractère toujours défensif de leurs combats, si les luttes syndicales persistent, il semble que le sentiment de l'impossibilité de sauvegarder le sens, l'essence même de leur métier, de leur fonction, ait gagné du terrain.

C'est ainsi que l'on voit les concours d'entrée dans les métiers de l'enseignement devenir de moins en moins attractifs, un millier d'étudiants infirmiers démissionner au cours de leur formation entre 2018 et 2021, les démissions des médicaux et paramédicaux à l'hôpital de plus en plus fréquentes. Au point qu'il manque à présent des milliers de soignants dans les hôpitaux. La justice est

également touchée par le phénomène : la précarité des statuts et des moyens va jusqu'à entraîner des burn-out, des suicides.

De plus en plus de professionnels trouvent leur « salut » à l'extérieur même du service public, pour exercer leur métier : professionnels du soin s'installant en libéral ou en maisons de santé, enseignants créant des écoles parallèles hors de l'éducation nationale... ou même en changeant totalement de profession (Cerises N° 32).

L'autogestion en Scop est parfois une issue, exemple Railcoop, pour dépasser les dérives marchandes du service public existant et relancer des lignes abandonnées par la SNCF, ou comme Enercoop, qui propose de l'électricité issue d'énergies renouvelables, une fois la concurrence entrée dans les domaines de l'énergie et du transport.

**Alors point de salut au sein même des services publics ? Comment les salarié.es, ou les usagers tentent-ils/elles de reprendre la main ?**

A l'annonce de la suppression de nombreux trains, et à la dégradation du ser-

vice de la ligne Chateaubriand-Rennes, 400 personnes se réunissent pour contester la politique de la SNCF et la région, et décident de se constituer en collectif. **Jean-Claude Roger** participe à la création de l'association citoyenne « Chateaubriant-Rennes en train » où il ne s'agit pas seulement dit-il « de faire remonter les doléances des usagers, qui sont nombreuses car le service public ferroviaire de la SNCF s'est fortement dégradé. On a voulu aussi montrer au moment où on parle de réchauffement climatique que le train était certainement le meilleur moyen de transport pour lutter contre le réchauffement climatique et aussi un meilleur moyen pour lutter contre les démenagements des territoires ». La mobilisation citoyenne a permis la rénovation de la ligne.

Cette association a ainsi déterminé un besoin social de mobilité, forte de cette légitimité elle a fait face à des structures étatiques de différentes formes, le préfet etc... qui entravent la satisfaction de ce besoin social. Comment cette association peut-elle devenir actrice, au même titre que les structures étatiques, d'une expression du besoin social et non plus un élément extérieur à la gestion des transports de la région ? Plutôt que d'être

en position de quémander ou demander de l'argent, comment faire valoir un droit des collectifs d'usagers de participer à la gestion des transports collectifs de la région notamment ferroviaires ?

**Jean-Claude Roger** témoigne : « On a été associé au comité de pilotage à une seule réunion d'ailleurs, à la fin, quand le projet était déjà bouclé. Mais justement là, on demande à ce qu'il y ait une nouvelle réunion du comité de pilotage pour faire un bilan des travaux par exemple et on ne l'obtient pas, quoi que ce soit. C'est difficile ».

**Faire grandir cette légitimité à décider, et organiser les missions de service public**

**Pierre Schwob**, infirmier, syndicaliste, et membre du collectif inter urgences, décrit une situation dramatique à l'hôpital public et en même temps affirme cette légitimité. « A propos de la pandémie, en réalité, c'est parce que l'État était incapable de faire quoi que ce soit. La base de l'hôpital c'est son personnel, qui est en France, il faut le reconnaître,

excellent. On sait faire, on sait gérer. Mal gérer partiellement, parce qu'on n'avait pas les moyens pour tout faire, surtout structurels et matériels, mais on savait faire. On savait prendre en charge, on a fait, on a répondu d'une certaine manière. En 2020 à l'hôpital public c'est 85 % de la prise en charge des patients Covid ; donc voilà : on a fait le taf ».

Et dans le domaine de la justice : « La justice est une vaste machine qui fonctionne extrêmement mal, tant au niveau du service rendu au justiciable, puisque les délais sont considérables dans beaucoup de domaines qu'au niveau des personnels qui sont très en souffrance » nous dit **Evelyne Sire-Marin** du Syndicat de la magistrature. Mais là aussi, des tentatives de reprendre en main l'organisation du travail se construisent.

« Ce qu'on peut espérer en ce qui concerne les magistrats, c'est qu'il y ait une suite interne à ce qui s'est passé en 2021, les manifestations... Ce qu'on voit comme premier effet, et qui est intéressant, c'est l'élaboration de cadres. On nous repose en permanence les statistiques, les délais. Depuis une dizaine d'années, la chancellerie ne voulait pas refaire les référentiels au vu desquels étaient notés, jugés, les magistrats et les greffiers. On nous disait « ce qui compte c'est le nombre de jugements que vous

rendez, le nombre de procédures que vous avez dans votre cabinet, un point c'est tout ». Mais, là, les syndicats ont imposé à la chancellerie d'élaborer un autre référentiel en intégrant d'autres critères. Quand vous êtes juges, vous avez 150 dossiers à instruire en même temps, mais tous les dossiers ne sont pas du tout les mêmes. On est en train, comme dans la santé, d'enlever des tâches qu'on n'estime ne pas faire partie de nos fonctions, comme de rendre des rapports, d'aller à des commissions diverses et variées, même si notre présence est intéressante, ça prend encore du temps en plus de notre boulot. On est en train d'essayer de négocier avec la chancellerie que, comme les magistrats de l'ordre administratif ou comme les magistrats allemands, il y ait une possibilité aussi d'évaluer la qualité de ce qu'on fait et d'enlever un certain nombre de tâches qui font qu'actuellement, en gros être magistrat c'est 60 heures pas semaine. La plupart des magistrats travaillent le dimanche, il faut le savoir. La chancellerie se débrouillera pour faire faire ces tâches comme elle veut, mais tout ce qui est rendre compte, faire du management, ça ne fait pas partie de nos fonctions. C'est très modeste, mais... ».

**... et pourquoi pas légitimes à décider à une plus grande échelle ? ●**



## Se sentir légitimes parce qu'expérimenté.es



Laurie Fontaine, enseignante en collège, Snep-Fsu

Se sentir légitimes pour décider... Cette phrase résonne d'autant plus que c'est sans doute ce qui nous manque souvent collectivement dans nos luttes. Je suis enseignante dans un

collège relevant de l'éducation prioritaire. C'est la période de l'attribution aux établissements des dotations horaires pour la rentrée prochaine, avec son lot fréquent de tensions mais aussi parfois de pressions exercées par les hiérarchies. Dans nos discussions dans les salles des profs, il y a consensus sur l'idée de défendre le service public. Mais concrètement, même si nos luttes aboutissent à quelques petites avancées, il y a régulièrement ce désagréable sentiment de perte de sens et de résignation. Combien d'entre nous pensent que ce n'est pas la peine de se mobiliser pour plus de moyens, que nous n'avons pas de poids, que l'on ne peut que subir des décisions budgétaires émanant de Bercy et sur lesquelles nous n'avons pas de prise ? Cette résignation apprise dont parle de Lagasnerie<sup>1</sup> dans son dernier livre est puissante parce qu'elle nous infantilise. Nous subissons la dégradation de nos conditions de travail et nous nous

retrouvons souvent à avoir l'impression de dépenser une énergie folle à « lutter contre » sans garantie de succès. Si le collectif existe toujours, il semble fragilisé. Le détricotage des services publics est une réalité concrète.

Pas de baguette magique pour y remédier. Mais quelques idées, quelques pistes. La première serait de mettre des mots. Mettre les mots justes, nommer les choses. Cela semble évident mais

### Mettre les mots justes, nommer les choses

ne l'est pas tant que ça finalement. Par exemple, quand on parle d'établissements en éducation prioritaire, on parle d'élèves issu.es de quartiers populaires. La réalité du quartier dans lequel vivent la plupart de mes élèves, c'est que c'est un quartier pauvre. Autre exemple : quand, dans un établissement scolaire, on minimise les faits de violence et qu'on y met le mot de bienveillance, c'est ne pas voir qu'en réalité il s'agit d'impunité. Ou encore, derrière la neutralité qu'on impose aux fonctionnaires aujourd'hui se cache surtout une injonction à ne pas remettre en cause un ordre établi, bourgeois, qui se rejoue à l'intérieur-même de l'école de la République. Mettre les mots justes permet déjà un peu de lutter contre

cette injonction à être « positif.ves » si révélatrice d'une école qui se libéralise : positiver pour ne pas dire ce qui se rejoue en termes de reproduction voire de renforcement des inégalités. Or, pour agir sur les choses, il faut savoir de quoi on parle. Et la réalité, aujourd'hui encore, c'est que comme le dit Jean-Paul Delahaye, un inspecteur général de l'Éducation Nationale, « l'école n'est pas faite pour les pauvres ».

La deuxième piste serait de retrouver du temps. Nos collectifs publics sont énormément fragilisés en grande partie parce que les temps de rencontre et de réflexion sont trop rares. Comment redonner du sens à nos quotidiens professionnels, à ce que nous faisons avec nos élèves – question qui se transpose facilement dans tous les services publics malheureusement – si nous n'avons pas le temps de réfléchir, à la fois seul.es et ensemble ? Mais comment trouver ou retrouver ce temps ? En commençant



© Fred Sochard



© Serge d'Ignazio

pas refuser tout ce qui ne fait pas partie de nos missions, tout ce qui nous semble vidé de sens, toutes ces réunions non obligatoires mais aussi souvent non préparées et qui ne mènent à rien. Dire non. Se détacher de toutes les lourdeurs administratives pour le plus souvent possible choisir l'option de l'auto-organisation dans laquelle nous gagnons du temps mais qui nous demande de faire confiance à notre propre expertise de

### Choisir l'option de l'auto-organisation

terrain. Accepter de sortir de la concurrence dans laquelle nous nous sommes laissé.es enfermer : ne plus entrer dans la course aux projets. Considérer que faire cours et prendre le temps de réfléchir à ce qu'est un enseignement démocratique et égalitaire, mettre en œuvre les conditions d'une émancipation individuelle et collective de nos élèves, c'est ça notre métier. Pas assurer la com d'un catalogue de projets culturels. On n'est pas des promoteurs de l'événementiel. Ce n'est pas méprisant pour les actrices de l'événementiel, c'est juste que ce n'est pas notre métier. Un autre moyen collectif que nous essayons de mettre en œuvre dans certains de nos établissements pour nous réapproprier du temps

et renforcer nos collectifs : utiliser un outil issu de l'éducation populaire, les enquêtes de conscientisation. Sur le principe des enquêtes ouvrières de Marx, il s'agit de s'appuyer sur les témoignages et les analyses des personnels d'un établissement pour tenter de se (re)donner collectivement des moyens d'agir. Pour que chaque collectif enseignant adapte ses réponses au contexte de son établissement. C'est petit à petit regagner en confiance, se responsabiliser plutôt que de se culpabiliser puisque la responsabilisation mène à l'action quand la culpabilité provoque l'immobilisme, se sentir légitimes parce qu'expérimenté.es. Et permettre à d'autres de s'autoriser à faire de même. ●

# Service public travail et statut, quelles interactions ?

Est-il possible de séparer le service public et les personnels qui en assurent les missions, des droits qu'ils possèdent dans ce cadre là ? N'est-il pas indispensable d'examiner le service public à la lumière du travail des femmes et des hommes qui l'assurent ? Parce que c'est ce travail qui, finalement, réalise le service public. Parce que ce travail est en souffrance dans tous les services publics, quelles qu'en soient les organisations – publiques, associatives ou privées - les statuts ou garanties collectives des personnels. Les intervenants de cette table ronde, chacun à sa manière, le soulignent :

- la complexité du travail, quel qu'il soit, l'intelligence individuelle et collective indispensable à la bonne réalisation de l'activité, "au travail bien fait", et la complexité de son évaluation ;
- le mépris constitué par le refus d'entendre la parole du travail réel des personnes et de prendre en considération la culture partagée des collectifs de travail et d'une profession
- si les moyens sont indissociables de la bonne réalisation de l'activité, les conditions d'exercice du métier, pouvoir agir sur les contenus et l'organisation, sont essentielles à la qualité de la prestation fournie !
- sans un rapprochement entre usagers, quels qu'ils soient, et les salariés il n'y a pas d'alternatives possibles

Dans le cas contraire, comme le souligne Pierre Schwob "on souffre d'un mana-



## Evelyne Sire-Marin

**Avec les États Généraux de la justice, ce qu'on attendait c'est que le point de vue de la justice soit au moins recueilli sinon entendu... il y a eu très peu de place pour que les personnes puissent dire ce qui leur arrivait, y compris les greffiers et les magistrats... Il y a eu une organisation pas du tout démocratique en ce sens qu'il y a eu des ateliers thématiques, les thèmes étaient fixés par la chancellerie, par exemple ce que devait être le rôle du juge, la place de la prison dans la cité, dans la justice... L'idée du gouvernement est d'aller vers une justice à l'américaine où le juge n'intervient que sur les affaires très complexes et où 90% des affaires sont des procédures sans l'intervention du ou des juges en audience...**

**Celui qui est accusé d'avoir commis quelque chose, s'il plaide coupable, c'est le parquet, le procureur de la république, qui est lié au gouvernement, qui proposera une peine sans débat de ce qui s'est passé pendant l'affaire... et on passe tout de suite à la peine ! Si les gens plaident d'emblée coupables, le procureur décide d'une peine, il n'y a plus vraiment besoin de juges, plus besoin d'augmenter les effectifs des magistrats.**

**C'est tout le contraire de ce qu'est jusqu'ici notre justice où il y a, et on y tient énormément, un débat contradictoire, qui aboutit à des questions, au fait que l'avocat des parties civile, celui de la défense, le procureur, chacun donne son avis. Et c'est le produit de tout ça qui donne un jugement et ensuite on décide de la peine. Cela peut produire des relaxes, des acquittements ou au contraire confirmer la culpabilité pour ensuite discuter de la peine.**

**L'idée même de l'existence d'une justice, c'est l'existence d'une institution qui va contrôler ce que fait la police. Si on prend le problème de la délinquance, quelqu'un accusé d'un meurtre ou d'un vol, soit un crime ou un délit, la police va l'interpeller, le placer en garde à vue. La personne devra répondre, dans certaines conditions elle aura droit à un avocat ; seule la police mènera l'enquête préliminaire, et elle sera uniquement menée à charge !**

**S' il y a une justice, c'est uniquement parce qu'on n'est pas un état policier. Même si l'enquête policière conclut, après des investigations, que la personne est certainement coupable de ce qui lui est reproché, ce n'est pas pour autant que c'est la vérité. Il faut donner la parole à la défense, aux avocats de la personne accusée, faire des expertises.**

gement classique dans la fonction publique, celui de France Télécom, qui est un dérivé du Lean Management, le New Public Management... C'est l'inverse de l'humain ce qui se passe à l'hôpital, et si à la différence de France Télécom il n'y a pas, heureusement de suicides, il y a les démissions en masse, les gens abandonnent".

Les mêmes considérants sont à l'œuvre dans tous les services publics, de soi-disantes rationalité ou efficacité qui ignorent la réalité de l'activité, quelle qu'elle soit. Il s'agit d'une véritable idéologie managériale, d'abord mise en place dans les entreprises, qui conduit à une taylorisation du travail, à la négation de sa réalité forcément complexe. On la retrouve dans la recherche, dans l'enseignement, dans la justice ou la santé, où s'imposent des visions et donc des organisations, issues des mêmes principes managériaux néolibéraux, qui amputent le service public de ce qu'il est réellement pour le réduire à quelques indicateurs, à des tableaux de bord et à des résultats non représentatifs de la réalité.

## Pierre Schwob

**Après la pandémie on a eu un réel soutien qui s'est conclu par ce que j'appelle les états généraux de la santé, le SEGUR ; comme ceux de la justice, ils n'ont eu comme principal objectif que de confirmer la politique de destruction menée depuis dix ans. Derrière la revalorisation salariale se cache en réalité une accélération de la transformation de l'hôpital public avec une accélération du partenariat public-privé, en réalité une privatisation.**

**... Ce qui influe sur la direction, ce sont les indicateurs qui évaluent la politique du gouvernement. Maintenant savoir si ces indicateurs jugent de la réalité du terrain, c'est une autre question, et c'est une remise en cause très claire des personnels du terrain, face à des sociétés savantes qui inventent ces indicateurs, censés représenter une vision du terrain qui n'est clairement pas la réalité.**

La multiplication du recours aux consultants externes aujourd'hui constatée par les élus en est la traduction et le moyen !

Cette forme de taylorisation et de négation de la réalité du travail (au sens de réduction de sa réalité à des actes, des savoirs, des résultats définis dans des bureaux d'études ou des écoles de management) par le management a été vécu dans toutes les entreprises. Ce management est destructeur, partout, pour les salariés mais aussi pour les organisations, particulièrement dans les services publics et dans les lieux où les rapports humains sont essentiels, où la relation à l'autre ne peut être réduite à des chiffres.

Donner la parole au travail réel, c'est forcément accepter que la prescription se confronte au réel et non l'inverse, accepter que le résultat ne soit pas la succession d'actions prescrites, qu'il ne soit pas mesurable par des seuls indicateurs ignorant la complexité et la diversité d'actes et d'interventions individuels et collectifs.

Cette négation du travail réel s'accompagne de la remise en cause des statuts des salariés de la fonction publique ou des services publics, sous prétexte de garanties individuelles exorbitantes qu'ils assurent aux salariés. Mais ne sont-ils pas aussi détruits parce qu'ils reconnaissent des droits collectifs d'intervention sur le travail et son organisation et permettent de résister à la gouvernance par les chiffres ?

Reconstruire le service public, le démocratiser, nécessite de réexaminer en quoi les statuts des salariés ont pu et pourraient être un outil de la démocratisation du service public permettant une réelle intervention des salariés sur le contenu comme sur les organisations du travail ? En examinant si les garanties qu'ils apportent à chaque salarié, si les droits qu'ils confèrent aux collectifs de travail, ne sont finalement pas aussi la condition pour donner sa place au travail réel d'exister, de sa finalité aux conditions de sa réalisation ?

● Olivier Frachon

## Marianne Coudroy

**Je retrouve ce que j'ai connu à l'hôpital quand la gestion des hôpitaux n'a plus été faite par des gens qui connaissent les métiers des soignants. Auparavant, c'était des anciens médecins ou des gens qui avaient fait toute leur carrière à l'hôpital, ensuite, c'est devenu des gestionnaires qui ne connaissent plus les métiers de la santé ou qui n'en avaient plus besoin, ils avaient un tout autre travail à faire : gérer pour qu'on soit contrôlables par d'autres moyens que ceux de notre métier, les critères de gestion dont vous avez bien parlé.**

**C'était même un obstacle, à la limite, de connaître le contenu de notre travail ; ça faisait obstacle à leur boulot. Il n'y avait plus que nous pour défendre le contenu de notre travail, ce qui n'avait pas toujours été le cas avec les précédents directeurs qu'on a pu connaître.**

**Je suis en retraite depuis presque 7 ans. En pédopsychiatrie on pouvait encore imposer de garder du temps pour échanger, réfléchir collectivement à notre travail dans des réunions de synthèse. Mais c'était du temps qu'on ne pouvait pas cocher comme efficace au sens de la gestion.**

**Ce temps-là est devenu tellement difficile à maintenir qu'une partie de mes anciens collègues ont quitté l'hôpital parce qu'ils ne pouvaient plus effectuer leur travail. Des gens très compétents, très attachés au SP sont partis. On avait tellement chargé la barque, qu'ils n'avaient plus que du travail administratif à faire, ils ne pouvaient plus faire leur travail, leur travail s'était vidé de son contenu.**



## Primaire, très primaire

Nous avons déjà eu l'occasion de l'écrire : la Primaire populaire avait comme principal défaut de se situer dans la compétition présidentielle, en s'inscrivant pleinement dans la logique du système qui veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes, plus exactement une course au trône pour la démocratie. C'est une divergence de fond avec celles et

ceux qui pensent que la priorité politique est ailleurs : dans la construction de mouvements sociaux, d'alternatives, de luttes collectives... Toujours est-il que, de cette Primaire populaire est sortie première Christiane Taubira, ancienne ministre des gouvernements Ayraut et Valls.

Dès le résultat connu, une partie de celles et ceux qui nous avaient vanté l'excellence et le caractère novateur du processus en revenaient à des pratiques bien anciennes : Christiane Taubira avait gagné mais ils et elles ne la soutiendraient pas. On vit même une des candidates volontaires de la Primaire expliquer que la candidature de C. Taubira était nocive car cela faisait une candidature de plus à gauche... oubliant sans doute que si elle-même avait gagné, la situation aurait été similaire ! Sinon, il eut fallu limiter la Primaire populaire aux candidatures déjà proclamées en amont, c'est-à-dire à celles et ceux qui ne voulaient pas de ce processus.

Mais le point zéro n'était pas atteint : à peine C. Taubira avait-elle jeté l'éponge, qu'au nom des 392 000 participantes et participants au vote du 30 janvier, absolument pas consulté-es, 30 personnes décidaient que la Primaire populaire soutenait dorénavant un autre candidat. Celui arrivé en second position, Yannick Jadot ? Non, un autre, Jean-Luc Mélenchon en l'occurrence. Six jours plus tard, les mêmes s'excusaient pour la manière un peu abrupte de l'annonce des décisions, tout en la confirmant.

Etrange conception de « la politique autrement » que tout cela, non ?

● Christian Mahieux



## Présidentielle et crise de la politique

Peut-on qualifier de républicain le fait qu'une personne soit à elle seule l'institution suprême de laquelle tout dépend ? Au fil des années on vote moins « pour » qu'afin d'éviter pire. Les convictions s'effacent derrière ce qui ressemble à un jeu de billard à cinq ou six bandes. Ces élections ont pris surtout comme thème « sortez les sortants » et une réélection de Macron se ferait davantage par défaut que par soutien à sa politique. Cette fois un pas est franchi. Mis à part celles et ceux qui sont animés/es par la crainte de l'extrême-droite, le moins que l'on puisse dire est qu'à la date où sont écrites ces lignes la présidentielle apparaît dépourvue d'enjeu social, écologique, démocratique. Bien sûr il y a la guerre, ses horreurs et la peur. Bien sûr il y a le Covid. Mais tout mettre sur leur compte serait trop facile. Il y a que pour la plupart des citoyens/nes il n'y a rien à attendre des présidentielles. Bien sûr parce qu'à gauche les forces radicales sont divisées. Mais ce n'est pas un accident. La personnalisation de la présidentielle fait disparaître dans l'ombre de la candidature les forces qui sont DERRIERE elle. Le PC en a fait durement l'expérience. Au fil des élections la gauche est devenue syno-

nyme de PS. Le système a rendu « rassemblement » et « renoncement » quasi-synonymes. Pour ne pas effrayer les électeurs qu'elle pourrait gagner chez les autres, aucune force ne s'enhardit à se dégager des sentiers battus pour prôner une autre organisation de la société. Deux ans après les Gilets Jaunes, ce qui ressort ce sont des déclarations d'intentions (bonnes évidemment) sans réellement s'affronter au pouvoir et à la domination des actionnaires. Alors qu'il est courant d'entendre dire que les puissances d'argent sont les vrais maîtres de la politique et qu'il est rare de voir tant de mouvements de luttes en période électorale (comme quoi on n'en attend pas grand-chose), qui propose que les mouvements sociaux se prolongent en investissant le champ de l'élaboration politique et de l'intervention dans l'espace institutionnel ? Quelle candidature est issue d'un tel mouvement ? Qui propose de supprimer la propriété lucrative et de la socialiser sous des formes autogestionnaires ? Qui dit qu'en redéfinissant les rapports travail/hors travail il n'y aurait plus de chômage ? On en reste à dire qu'il faut réduire les inégalités comme si en face quelqu'un menait campagne pour les aggraver.

Et la VI<sup>ème</sup> République ? Comment croire qu'une vraie démocratie puisse nous être octroyée d'en haut ? A-t-on déjà vu dans l'Histoire quelqu'un restituer le pouvoir au peuple après l'avoir pris ?

Tout cela a un relent d'éternel recommencement. Mais à chaque fois de moins en moins de monde y croit, surtout les jeunes. Ce système est usé. Jusqu'à la corde. Il ne lui reste que l'apparat médiatique et encore. On comprend le manque de passion d'un grand nombre de personnes. Pour elles ça se passe ailleurs. On-t-elles vraiment tort ? Même G Larcher, Président du Sénat parle de « scrutin illégitime ». Des mouvements appellent au boycott de façon à ce que l'abstention grandissante devienne une force collective qui délégitime ce système monarchique. Celles et ceux qui luttent pour leurs droits ou ceux des autres peuples, pour sauver le climat, sont capables de prendre à bras le corps eux-mêmes ces enjeux, de bousculer ce qui paraît immuable, de chercher ensemble, même dans le tumulte, les solutions au-delà de l'horizon capitaliste et d'affirmer : « l'État, c'est nous ».

● Pierre Zarka



**Désobéissances ferroviaires**

Un petit livre de notre camarade Christian Mahieux membre du comité de rédaction de Cerises la coopérative mais aussi syndicaliste retraité de la SNCF qui trace un panorama des luttes qui ont secoué le rail depuis la naissance des chemins de fer.

Des sabotages durant la grève de 1910 à ceux de la Résistance, des rails occupés pour empêcher le départ pour la guerre d'Algérie des « rappelés » du contingent, jusqu'au démontage de rails pour s'opposer à la privatisation de la SNCF, un large éventail de luttes pour la défense des intérêts des salarié.es mais tout autant celle des libertés, de la démocratie et du service public. Par une profession qui a une longue tradition des luttes.

A une époque où, après avoir cassé le statut des cheminots.es, Macron veut mettre fin à leur régime de retraites et où les premiers trains du secteur privé bénéficiant de l'infrastructure du service public vont commencer à rouler, ce rappel des luttes passées devraient servir pour inventer celles de demain. Mais aussi rappeler aux usagers.es du secteur public à quel point la défense de celui-ci, à une époque où il est attaqué de toutes parts, doit être une priorité pour tous/toutes celles et ceux qui luttent pour l'émancipation.

● HENRI MERMÉ

Désobéissances ferroviaires  
Christian Mahieux Éditions Syllèpse  
2022 96 pages 5 euros



**La maternité symbolique, être mère autrement**

Cet ouvrage est irrigué par deux controverses : l'une avec la culture judéo-chrétienne, une autre propre au mouvement féministe français, visant Antoinette Fouque et Simone de Beauvoir notamment. L'assignation à être mère reste prégnante, ne pas l'être diminue la femme garde vigueur dans la domination masculine et la misogynie ambiantes. Actrice du mouvement féministe, l'auteure décortique avec vigueur idées et pratiques sur la maternité. Elle pointe des « ambivalences » au sein même du féminisme et apporte un éclairage historique sur des évidences qui n'en furent pas toujours. Son analyse sur l'émergence écologiste, puis l'éco-féminisme n'est pas la moins stimulante.

Son décryptage des maternités « hors la mère » nous alerte sur la PMA, la GPA, etc. ; avancées pour les uns/es mais, questionnant l'éthique autant que la re-composition de la domination masculine et du conservatisme sociétal.

L'égalité entre les sexes, les genres ? Suffit-elle à assurer le droit de choisir sa vie ? Comment le néolibéralisme instrumentalise-t-il la séparation entre maternités biologique et symbolique ? Et ce n'est pas seulement affaire de marchandisation des corps... Se référant à Socrate, Artémis, Frida Kahlo ou Niki de Saint-Phalle, l'auteure montre pourquoi cette notion de maternité symbolique ressurgit avec le féminisme. Et interroge les sociétés matriarcales, en leur fondement, leur gage d'alternative au patriarcat.

Bien documenté, ce travail réinterroge la représentation de notre société. Une lecture utile.

● PATRICK VASSALLO

Marie-Jo Bonnet, la maternité symbolique, éditions Albin Michel, 2020, 344 pages, 20,90 euros



**L'autre moitié du soleil**

Le titre de ce roman c'est en mots le symbole incrusté à la croisée des diagonales du drapeau biafraïse : un soleil se lève comme rêvait de se dresser la nation Ibo s'émancipant du Nigéria.

Chimamanda Ngozi Adichie est ibo, nom de la population qui peuple le Biafra, elle a entrepris et avec brio de témoigner de la terrible guerre civile dite du Biafra, région orientale du Nigeria, qui abonde en champs pétrolifères...

Cette guerre a déchiré le pays de 1967 à 1970. Chimamanda Ngozi Adichie secoue l'oubli du million de civils morts sous les yeux du monde entier, en créant des personnages tous plus saillants les uns que les autres.

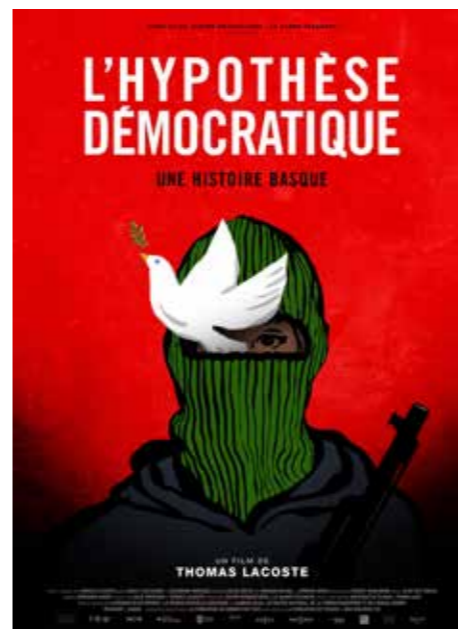
Ces personnages sont beaux, appartiennent aux couches supérieures de la société nigérienne, ils ont l'audace et l'envie de vivre ce début de post-colonialité, tout cela sous les yeux avides d'Ugwu jeune « boy » des protagonistes.

Chimamanda Ngozi Adichie peint aussi et sans concession la faim, la détresse, l'au-delà de la misère, le délabrement physique, le manque absolu...

Adeptes des épouvantables blagues pourries de l'époque sur la maigreur des biafraïses, s'abstenir ...

● CATHERINE DESTOM BOTTIN

L'autre moitié du soleil, Chimamanda Ngozi Adichie, Trad. de l'anglais (Nigeria) par Mona de Pracontal, Nouvelle édition en 2017 Collection Folio, 672 pages, 11 euros



**L'hypothèse démocratique. Une histoire basque**

De la création d'ETA en 1959 à la fin du conflit armé, le film donne la parole à une trentaine d'acteurs et actrices de ce processus loxng, qui débute par le coup d'État fasciste du 17 juillet 1936 et la révolution écrasée. Des témoignages exceptionnels pour mieux comprendre la lutte pour l'indépendance du peuple basque, ses contradictions parfois, sa dimension humaine, son sens politique, son ancrage populaire. Les actions et orientations d'ETA marquent 60 ans d'histoire ; elles sont aussi interrogées.

La répression des États espagnols et français est montrée, ainsi que leur refus des propositions de paix. Focus sur Josu Urrutikoetxea, qui annonça le 3 mai 2018 l'autodissolution d'ETA, négocia avec l'État espagnol à plusieurs reprises et fut sans cesse poursuivi et arrêté, y compris en France.

Un film militant et grand public, qui apprend et émeut. Sortie en salles : le 13 avril. Allez-y dès cette date, afin qu'il puisse vivre et non disparaître des écrans trop rapidement !

● CHRISTIAN MAHIEUX



**Trois fois dès l'aube**

Dans ces trois narrations, on croisera deux personnages dont l'aube a des couleurs douces amères. Incertitudes, tremblements, envies fugitives, ces chemins tournent les pages de nuits fugaces, dans des vies inqualifiables. L'hôtel y est refuge, un dehors chez soi pas forcément très légitime. Mais qui sont lieu de rencontres, à l'inconnu, avec soi-même, ou son ombre...

Ces nuits sont celles aussi d'une nouvelle page, d'un départ vers une autre tranche de vie. Où se joue la clôture d'un épisode, l'achèvement d'un bout d'histoire. Un départ sans retour possible, dans le temps qui s'égrène au rythme de ce jour qui va pointer. L'aube arrive après l'aurore.

Il y a dans ces récits comme un irréel, hypnotique dit la 4<sup>e</sup> de couverture du livre. Qui est à sa place dans cette chevauchée ? On est cette nuit le personnage qu'on n'a pu défendre hier ou espérer pour demain. On rencontre qui l'on ne croit pas, presque dans un autre soi. Si autre que cela ?

Que c'est beau une ville la nuit, disait Richard Bohringer ; entre gris clair et gris foncé répondait Jean-Jacques Goldman.

● PATRICK VASSALLO

Trois fois dès l'aube, Alessandro Baricco, Gallimard, 2015, 121 pages, 13,50 euros



**Un général, des généraux.**

Alors, Massu, toujours aussi con ?

La parution d'une BD aussi pleine de finesse que grinçante qu'Un général, des généraux, par Boucq et Juncker, aux éditions du Lombard, maintenant, ne saurait être un fait totalement anodin !

La naissance de la forme de l'État qui prévaut depuis l'année 1958 en France : la V<sup>e</sup> République, tel est le sujet, en un enchaînement tragi-comique de complots et contre-complots de ces messieurs les généraux, souvent forts cons, surplombés par celui qui semblait, à tout prendre, le moins con (et le plus grand) d'entre eux : LE Général, Mon général, De Gaulle, celui pour lequel fut taillée cette forme présidentielle de l'État.

C'est en somme la première élection présidentielle que nous narre cette BD ! Hé bien c'est du propre : opacité, manipulation, colonialisme bien sûr, sont à tous les étages. Les dupeurs dupés – les généraux et un colonel (Massu), d'une part, les hommes politiques de la IV<sup>ème</sup>, de l'autre - engendrent ce pouvoir fort qu'un référendum constitutionnel entérinera peu après. Depuis, tous les 7 ans puis tous les 5, doit se renouveler l'onction en un grand rituel impliquant le bon peuple, grand absent – et pour cause car il n'y fut justement pour rien ! - de cet album caustique et vrai dont on ne saurait trop recommander l'édifiante lecture maintenant.

● VINCENT PRÉSUMEY

Un général, des généraux, Boucq et Juncker, Éditions du Lombard, Janvier 2022, 144 pages, 22,50 euros



## Passeur de culture ?

Longtemps, je me suis levée de bonne humeur.

Mon métier me donnait un sentiment de satisfaction. Il amenait, j'en étais convaincue, à une sorte d'équilibre culturel entre les enfants. Pour qu'on puisse se comprendre, il faut bien une culture commune. Il faut des références sur lesquelles appuyer sa pensée. Pour comprendre le monde, il faut se jucher sur les épaules de géants. Naïvement, il me semblait que là était mon rôle : servir quelques shots de culture. Un peu de théâtre, de la lecture, de la poésie, de l'histoire des arts, et le bonheur, parfois, quand le budget nous le permettait, de sortir les enfants de l'école, d'aller là où les parents ne pourraient peut-être jamais les emmener, par manque de moyens, de temps, d'idées. Et cultiver le jardin secret des intérêts gratuits, qui ne produisent rien, mais dont le bénéfice est incommensurable. Notre rôle ? Fixer des maillons dans la chaîne de leur personnalité. Je me sentais passeur de culture.

Et puis, les réformes se sont déchaînées. Les connaissances ont cédé le pas aux compétences – une forme de savoir-faire, un gage d'efficacité. Le royaume de l'utile. Et puis, le confinement a levé le voile sur ce que le gouvernement pensait de la profession. On cultive des fraises. Mais on garde les mêmes pendant que les parents sont productifs.

De passeur de culture à passe-temps.

Et puis, le Pass Culture est né. Et mon fils m'a expliqué qu'il allait pouvoir changer la sangle de sa guitare. « Mais, tu veux pas aller au théâtre ou au ciné, plutôt ? Ta sangle, ce n'est pas hyper culturel... »

- Non, non, c'est bon. Et ça marche aussi dans les supermarchés. »

De Pass Culture à passe-monnaie.

Et puis, est né ADAGE. « Plateforme numérique au service des équipes pédagogiques. Ses ressources en ligne aident à concevoir des projets dans l'objectif du 100 % EAC<sup>1</sup> ». Des dossiers à remplir pour un résultat chiffré. Ce qui n'apparaît pas là-dedans, alors, ça ne compte pas ? Attention, il faut bien tenir compte de « l'ouverture du Pass Culture dans sa déclinaison scolaire ». Et « lors de la saisie des groupes classe dans un projet ou une action, il faut renseigner séparément les élèves bénéficiaires du Pass des autres élèves bénéficiaires du même projet mais ne bénéficiant pas du Pass Culture. » Quinze pages de foire aux questions.

A la recherche du temps perdu...

Et puis est venu le temps des élections.

« Alors, pour la culture, moi, je veux rouvrir les clubs théâtre. Et les chorales ! Ah ah, les chorales !! Nous, on en a ouvert une, eh ben, ça fait un bien fou ! »

Le temps du pipo. Proust ne l'avait pas vu venir...

« Madame, mais à quoi ça sert, de parler des chevaliers, tout ça ?? »

- C'est de la culture générale. Une base commune qui te permettra de comprendre le monde. De te forger des valeurs. C'est une arme pour te défendre dans la vie, pour tenir tête à ceux qui t'écraseront de leurs connaissances. La connaissance est une épée !

- En vrai, madame, on s'en servira jamais, quoi... et sinon, on va faire une sortie, cette année » ?

Longtemps, je me suis levée de bonne humeur...

● ALEXANDRA PICHARDIE

1. Éducation artistique et culturelle



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à [cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

Abonnement gratuit en ligne  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>  
<https://ceriseslacooperative.info/>